

En fuite, le 2e vice-président burundais se réfugie à Bruxelles

APA, 25-06-2015 Bujumbura (Burundi) - Le deuxième vice-président du Burundi, Gervais Rufyikiri, a reconnu avoir fui le pays pour se réfugier à Bruxelles, un comportement dont on l'accusait depuis une semaine quand il avait quitté Bujumbura pour, officiellement, des raisons de maladie. Dans une interview diffusée mercredi soir sur France 24, M. Rufyikiri a indiqué qu'il ne s'entendait plus avec le président Nkurunziza après qu'il l'ait conseillé, en tant que membre du conseil des sages du CNDD-FDD, de ne pas briguer un troisième mandat.

"Je n'étais plus capable de continuer de soutenir l'attitude du président Nkurunziza qui est en train de conduire le pays sur la voie de l'instabilité", a-t-il dit avant d'ajouter : "Depuis qu'il (Nkurunziza) a annoncé sa candidature pour un troisième mandat interdit par la constitution, le pays a connu une crise déclenchée par des manifestations et la crise prend une allure de violence". "Des voies se sont levées à l'intérieur du pays (message des généraux ex-FDD, des membres du conseil des sages du CNDD-FDD, des membres du CNDD-FDD à travers une pétition, des évêques catholiques, des pasteurs de l'Eglise protestantes, des Sheikhs musulmans, la société civile, les partis d'opposition) à l'extérieur du pays pour lui dire que ce troisième mandat est contre la constitution et les Accords d'Arusha et qu'il n'apporte aucune valeur ajoutée à la gouvernance politique du pays", a souligné Gervais Rufyikiri. Il a ajouté que "les mêmes voies lui ont fait remarquer qu'il risquerait des tensions politiques et partant une crise-socio-politique avec toutes les conséquences que vous êtes appelés à assumer tel que le secrétaire général des Nations Unies vous l'a signalé". Le deuxième vice-président Rufyikiri a en outre adressé au chef de l'Etat une correspondance pour lui signifier toutes les conséquences que va provoquer cette crise sur le pays et déplorer le traitement dégradant, inhumain que subissent tous ceux qui osent dénoncer cette troisième candidature. Pour solution, il a proposé au président Nkurunziza de retirer sa candidature et de suivre les recommandations du dernier conseil Paix et Sécurité de l'UA du 13 juin. Le président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma, aurait également fui le pays.